

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE •• PARAIT MERCREDI & SAMEDI PRIX 0,30 F

MERCREDI 26 NOVEMBRE 1975

GADELOUPE

En réponse à la grève des élèves : fermeture du C.E.T. du Lamentin

EDITORIAL :

Nouveau racket gouvernemental en vue

Le ministre des Finances du gouvernement Giscard, Fourcade, vient de jeter une petite bombe en déclarant que le déficit chronique de la Sécurité Sociale serait financé en augmentant les cotisations prélevées sur les salaires.

Différents syndicats de travailleurs et de cadres ont déjà protesté contre cette déclaration de Fourcade. Il ne s'agit pas encore de décision prise. Mais connaissant ces messieurs du gouvernement, il est fort à craindre que Fourcade essayait la nouvelle pour voir les réactions qu'elle produirait dans l'opinion publique.

En fait, c'est l'Etat lui-même qui est responsable du déficit de la sécurité sociale. Car c'est lui qui finance une partie de ses dépenses en puisant dans les caisses de la sécurité sociale.

C'est ainsi que cette caisse sert à payer des charges qui ne sont pas assumées par le régime général. Par exemple, combler le déficit d'autres caisses particulières : mineurs, ouvriers agricoles, à la place de l'Etat. La sécurité sociale finance aussi, à la place de l'Etat, l'enseignement, la recherche médicale, les équipements hospitaliers, en partie. De la même façon une partie des allocations-logement sont payées par la S.S. Actuellement ce sont plusieurs milliards pris sur l'argent des travailleurs qui sont ainsi détournés par l'Etat.

Il faut être alors sans pudeur pour oser vouloir combler le déficit en puisant encore une fois dans la poche des travailleurs.

Mais l'Etat qui a toutes les gentillesse pour les capitalistes et qui les subventionne à qui mieux mieux, n'est pas à un racket près envers les travailleurs.

Depuis le mercredi 19 novembre, les élèves du CET du Lamentin (Guadeloupe) sont en grève. Ils veulent protester contre les mauvaises conditions de travail qui règnent dans cet établissement :

- manque de sécurité dans les ateliers
- insuffisance du matériel
- manque d'hygiène à l'internat et pour le reste de l'établissement.

Tous ces problèmes avaient déjà été dénoncés lors d'une réunion qui avait rassemblé de nombreux parents d'élèves au début de la rentrée scolaire.

Depuis lors l'administration n'avait rien fait. Les élèves et les maîtres se plaignent du manque d'eau dans l'établissement et autres ennuis du même genre.

C'est pour mettre fin à tout cela et

pour contraindre l'administration à réagir qu'élèves, agents et professeurs se sont mis en grève.

A l'appel des élèves les parents sont venus se rendre compte sur place de l'état des locaux.

Mais loin de faire quelque amélioration, l'administration en la personne du Vice-Recteur s'est contentée de fermer le CET, répondant ainsi aux revendications par la répression. Ce n'est pas nouveau. Mais cela ne fera céder ni les élèves, ni les parents, ni le personnel de l'établissement qui sont fermement décidés à imposer que des mesures rapides et effectives soient prises pour remédier à la situation actuelle.

* * * *

MARTINIQUE

JEAN BAILLY A LA TÊTE DES R.I. : EN MEILLEURE POSTURE POUR VENDRE SON RHUM

Jean Bailly maire et conseiller général du Carbet, gros propriétaire foncier, distillateur, entrepreneur en Bâtiment, vient d'ajouter une autre corde à son arc déjà abondamment fourni. Il vient d'être nommé président de la fédération des Républicains Indépendants de la Martinique (R.I.)

Maintenant, dans chacun des groupes de la majorité, il y a un béké en tête : Jean-José Clément, pour l'UDR, et Jean Bailly aujourd'hui. "Ponia" a fait confiance à un homme qui, en matière de programme, ne semble avoir qu'une idée : "Il faut subventionner le rhum". A moins que la tâche n'eût été un peu ardue ou de trop peu de rapport pour ses glorieux prédécesseurs : Baray, Elizé ou Donatien.

Quoiqu'il en soit, à défaut d'idées, la famille Bailly a une solide fortune, fondée sur l'exploitation des travailleurs.

Mais au fond, dans le monde des capitalistes, ce sont précisément l'argent et les relations qui comptent.

Mr Bailly sera en meilleure position, désormais, pour vendre son rhum.

GADELOUPE

PETITE GUERRE CHEZ LES REPUBLICAINS INDEPENDANTS

Madame Urgin, qui était secrétaire général des Républicains Indépendants en Guadeloupe, vient d'être remplacée à ce poste par un autre de ses compères, l'inénarrable Etzol, maire et conseiller général de Grand-Bourg. Urgin n'a pas accepté de disparaître dans l'ombre, et affirme que c'est elle la véritable secrétaire.

Il faut croire qu'elle n'a pas les mêmes arguments qu'Etzol pour que celui-ci lui ait été préféré par les chefs de Paris, Giscard en tête. En effet, elle n'a aucun mandat électoral et ne pèse donc pas beaucoup face à un Etzol qui tient la mairie et le canton de Grand-Bourg.

Les petits calculs électoraux passent avant la reconnaissance pour les services rendus.

Quel ingrat ce Giscard, quand même !

* * * *

LAMENTIN (GUADELOUPE)

APRÈS LA FERMETURE DU CET: LES PARENTS EN COLÈRE

Lundi matin, ayant appris que le CET avait été fermé par le Vice-Recteur, quelques parents sont venus demander des comptes à l'administration du CET. Les parents en colère s'en prirent vivement au directeur et lui demandèrent de joindre immédiatement le Vice-Recteur afin qu'il vienne sur place s'expliquer. Il s'est trouvé que le Vice-Recteur était comme par hasard absent.

Les parents en colère ont alors, après avoir fait le siège du bureau du directeur déclaré qu'ils allaient mobiliser ensemble d'autres parents d'élèves pour manifester contre cette décision du Vice-Recteur. Un tract a été aussitôt rédigé et distribué dans la journée dans la ré-

gion du Lamentin.

Différentes formes d'action sont prévues, dont une manifestation au Lamentin et à Pointe-à-Pitre.

L'administration croyait pouvoir tromper les parents en prétextant des mauvaises conditions de l'établissement pour le fermer. Mais les parents ont bien compris qu'il s'agissait là d'une mesure répressive destinée à briser le mouvement en cours dans le CET.

BOUILLANTE

les élèves des annexes en grève

A Bouillante aussi, ainsi qu'à Baie-Mahault, la colère est grande parmi les élèves des annexes du CET Lamentin.

Les élèves de Bouillante sont en grève eux, depuis le 10 novembre. Cet établissement est privé d'électricité et il n'est pas possible d'utiliser le peu de matériel existant dans l'établissement.

Les élèves ne bénéficient pas de la cantine, alors que certains d'entre eux viennent parfois de Basse-Terre ou de Saint-Claude.

La direction du Lamentin a fait la sourde oreille aux multiples plaintes des élèves et ceux-ci n'ont eu alors d'autre recours que de se mettre en grève.

Là aussi, l'administration ne fait rien. Elle attend peut-être que le mouvement retombe de lui-même. Mais elle se trompe en comptant là-dessus. Car les élèves de Bouillante sont eux aussi bien décidés à faire triompher leurs revendications.

* * * * *

ECHOS DES ENTREPRISES

ROBERT (MARTINIQUE)

A BAS LES HEURES SUPPLEMENTAIRES
AU CHANTIER DE LA SMET.

Sur notre chantier les patrons nous font faire des heures supplémentaires. Mais en plus ils refusent de nous les payer au taux prévu par la loi.

Ces messieurs nous abrutissent en nous exploitant dans des conditions intolérables et pourtant ils refusent d'embaucher du personnel supplémentaire. Toutes ces heures supplémentaires pourraient permettre d'embaucher d'autres travailleurs.

Leur politique, c'est de nous faire travailler le plus possible avec le plus petit nombre d'ouvriers pour avoir le maximum de profits.

Camarades, nous devons refuser les heures supplémentaires, et imposer l'embauche d'autres travailleurs.

* * * * *

POINTE-A-PITRE HOPITAL GÉNÉRAL

MAUVAISE ORGANISATION DU LABORATOIRE :

LES MALADES EN PATISSENT.

Le laboratoire de l'hôpital général, à 17H, est un véritable champ de bataille : les infirmières y affluent, plateaux en mains. Elles viennent réclamer des flacons en vue d'effectuer les analyses du lendemain. Mais il n'y en a jamais assez pour tout le monde, de sorte que les examens de laboratoire sont toujours reportés. Cette situation entraîne donc un retard dans le traitement envisagé pour le malade et la prolongation de son séjour à l'Hôpital.

Le chef de service pourrait très bien demander qu'un agent soit affecté uniquement à la préparation des flacons.

Ainsi, les malades y gagneraient, et nous les infirmières, nous n'aurions plus à courir après les flacons sales et à les laver si nous voulons faire convenablement nos prélèvements.

* * * * *

FORT-DE-FRANCE

un vieillard meurt de misère

Le cadavre d'un vieillard a été découvert samedi dernier dans une case abandonnée et située sur la route de Redoute.

Jusqu'à présent son corps n'a pas été identifié et on peut se demander s'il y a des chances qu'il le soit jamais. Car ce vieillard est mort de misère, seul comme une bête.

Qu'un homme, en plein vingtième siècle, puisse mourir dans de telles conditions est un fait révoltant qui montre bien dans quel type de société nous vivons. Une société barbare qui est incapable de fournir les moyens matériels et moraux pouvant assurer une vieillesse heureuse à la majorité des hommes. Après les avoir exploités toute une vie durant, elle les laisse croupir dans une effroyable misère et mourir dans l'indifférence totale, abandonnés de tous.

PORTUGAL

vers un nouveau gouvernement

Apparemment, le 2ème gouvernement portugais a du plomb dans l'aile, et l'on s'achemine vers une nouvelle formule de compromis entre militaires modérés et radicaux.

Les dernières mesures prises par le Conseil de la révolution après que le gouvernement Azevedo se soit mis "en grève", montrent la recherche d'une formule qui permette de régler le différend entre les militaires. Cela dans l'espoir d'obliger les deux partis ouvriers les plus importants, PC et PS, à faire la paix pour gouverner.

Les militaires ont besoin de s'appuyer sur la capacité de ces partis ouvriers à intervenir dans la classe ouvrière, pour faire passer les mesures impopulaires.

Mais il faut qu'ils s'entendent entre eux pour débloquer la situation.

Actuellement, il semble qu'on ait donc décidé de sacrifier le plus populaire des militaires de gauche, Otelo de Carvalho, pour arriver à une sorte d'entente. Celle-ci permettrait au prochain gouvernement de disposer d'un minimum de force armée pour rétablir au moins un semblant d'ordre, sans lequel aucun gouvernement n'est possible.

Mais il est à craindre que si Otelo de Carvalho refuse de se plier, les troupes de la région de Lisbonne n'entrent alors en rébellion ouverte contre les dirigeants du Conseil de la révolution.

Dans tout cela, les intérêts des travailleurs ne sont défendus par personne. Pas plus par le PCP que par le PS qui l'un, manœuvre pour avoir une plus grande part dans le prochain gouvernement, et l'autre pour limiter l'influence du premier.

Mais tous ces jours-ci, la classe ouvrière et les paysans pauvres de certaines régions ont fait preuve d'une extraordinaire combativité, de même nombreux sont les soldats qui ne sont décidés, ni à jouer les bourreaux, ni à laisser écraser leurs frères dans les usines et dans les villages.

Il n'est pas sûr que quiconque pourra facilement porter atteinte à leurs intérêts.

COMBAT OUVRIER

EST EN VENTE

DANS VOTRE COMMUNE

DEMANDEZ-LE

DANS LES BOUTIQUES

Directeur de publication : M.E. ZAZOR
Commission paritaire : N° 51 728
Rouée du journal : Pointe-à-Pitre
Correspondance : G. Beaujour
B.P. 214 P.A.P.
B.P. 386 F.D.F.
3ème supplément au mensuel N°55